

## Éditorial – Editorial

# Temps de la nature, temps de la société, temps scientifique à l'heure du changement global

Voici donc un numéro de *Natures Sciences Sociétés* entièrement consacré aux textes publiés en réponse à l'appel de Jacques Theys et Pierre Cornu paru en 2019 dans le quatrième numéro du volume 27 de la revue, sous le titre rappelé ci-dessus, avec comme sous-titre « Pour une approche interdisciplinaire de la crise de la temporalité ». Au-delà du caractère transversal et largement reconnu de l'enjeu de la temporalité, la question à l'origine de cet appel était centrée sur la nécessité d'une clarification de sa difficile intégration aux régimes de scientificité et sur des difficultés persistantes à articuler efficacement les temps de la nature, de la société et de l'action publique et privée, que ce soit à l'échelle locale, à l'échelle globale ou à l'un quelconque des niveaux intermédiaires pertinents. Cette fragilité est accentuée, précisait l'appel, par le fait que « les conceptions dominantes du temps héritées de la science classique se caractérisent par leur caractère ouvert, c'est-à-dire sans limite dans le devenir, quand le fait distinctif de la crise actuelle est, justement, de faire advenir la possibilité d'un temps fermé, d'un "temps compté" où s'impose la notion de délai, d'un temps possiblement "dernier", marqué par de fortes discontinuités, qu'elles soient écologiques, socioéconomiques ou géopolitiques ». D'autant qu'il nous semble que nous avons aujourd'hui plus que jamais besoin d'une meilleure intelligence des temporalités pour surmonter un certain sentiment de panique face au « mur du temps » – la perception d'un désajustement devenu très ardu à prendre en compte entre temps de la nature, temps de la société, temps de la science et temps de la politique... L'objet de ce numéro est ainsi d'accroître cette intelligence... ou, en tout cas, d'ouvrir un chemin pour ce faire.

Plus de 27 propositions d'articles ont été reçues par le comité de rédaction dont, à notre grande satisfaction, près des deux tiers soumises par de jeunes chercheurs. Huit textes ont été retenus pour publication (outre celui des deux coordinateurs du dossier) après la procédure d'évaluation par deux relecteurs externes anonymes.

Leur diversité illustre la manière dont la question des temporalités est abordée par des ensembles disciplinaires variés, confrontés à des situations empiriques justifiant des rapprochements disciplinaires parfois inédits. Aux lecteurs d'aller voir... et de ne surtout pas hésiter à revenir vers le comité de rédaction de la revue pour commenter

ou compléter à partir de leurs propres travaux et réflexions.

L'un des points qui a ainsi pu attirer notre attention porte sur un glissement sémantique des termes de l'action publique, comme le passage de la référence, assise depuis une bonne trentaine d'années, au développement durable ou à un développement qui serait durable – et qui s'affiche encore au niveau global dans les 17 Objectifs de développement durable (ODD) pour 2030, adoptés par les Nations unies en 2015 –, à la notion de « transition » (écologique, énergétique, etc.) dont la temporalité est mal définie. La notion de développement durable faisait explicitement référence aux générations futures<sup>1</sup>, dans une sorte de promesse<sup>2</sup> portant sur les investissements (y compris technologiques) et la préservation du capital naturel, en incluant des sortes de contrats entre générations imbriquées, appuyés sur des mécanismes institutionnels (droits de propriété, transferts de charges et de nuisances...); il s'agissait pour ainsi dire d'une relation de transmission d'un ensemble de biens reconnus et traités comme un patrimoine. La transition, il faut s'y engager, mais justement avec quels engagements vis-à-vis des besoins des générations futures et de leur libre choix d'identifier et de mettre en œuvre leurs propres options ? Ne risque-t-on pas ainsi de contraindre l'avenir par des décisions prises dans l'urgence de l'immédiateté, justifiées une fois de plus par l'hégémonique « *There is no alternative* » ?

Quand on se penche sur ce concept multiple de temporalité, plusieurs caractéristiques semblent émerger pour en souligner des aspects qui sont souvent marqués par des difficultés. La première est vraisemblablement celle de définir ce que serait un progrès commun. Au-delà même des fragilités du développement durable, nos

<sup>1</sup> « Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » (Brundtland G.H. (Ed.), 1987. *Notre avenir à tous*. Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, New York, Nations unies).

<sup>2</sup> Cf. Godard O., 2003. Développement durable et principes de légitimité, *Information sur les sciences sociales*, 42, 3, 375-402, <https://doi.org/10.1177/05390184030423004>.

contemporains, du moins en Occident, ont du mal à se projeter vers un horizon d'amélioration du futur, comme ce fut le cas il y a quelques décennies. D'où les tentations bien connues de retour vers un passé plus ou moins fantasmé ou les sentiments d'anxiété de différentes tonalités (tantôt écologiques, tantôt culturelles ou économiques) devant un avenir de moyen ou long terme. Ces projections ne sont pas sans influencer nos rapports au passage du temps. Elles ne sont sans doute pas non plus sans lien avec le caractère vieillissant, au sens démographique, de nos sociétés.

Mais, quand il s'agit de temporalités, il faut aussi considérer le règne, dans différents domaines, de l'instantanéité. Hartmut Rosa a documenté en profondeur l'idée que l'accélération constitue une marque majeure de la modernité<sup>3</sup>. Parmi ses multiples implications, on trouve justement la difficulté à définir une identité et des projections relativement stables. L'instantanéité de la diffusion d'informations, de leur fragmentation, des réactions qu'elles suscitent, ne peut, pas plus que l'accélération, se produire sans entraîner de profonds changements dans les approches de la temporalité.

À ces éléments, on peut ajouter les modifications des objets ainsi que des structures et des institutions auxquels s'applique, ou qui prennent en charge, la temporalité. Les objets de notre quotidien – et on peut y inclure les informations – se sont multipliés de façon considérable, et chacun en retour exige sa ration de temps. Le temps se trouve ainsi comme absorbé par des éléments de plus en plus nombreux, ce qui en retour affecte sa disponibilité. Par ailleurs, les institutions qui se donnent pour mission de gérer la durée ont elles-mêmes connu des changements importants. Pensons aux transformations de la démocratie, aux limites de l'action publique ou, du côté des entreprises, à la primauté des résultats de court terme. Ces modifications des acteurs eux-mêmes influent sur leur appréhension des temporalités.

Dans le cadre des fragmentations et confusions des perceptions de la temporalité, l'appel à l'urgence, en

particulier écologique, se détache, comme si le remède que l'on n'a pu construire en plusieurs décennies pouvait (devait) à présent être obtenu en mobilisant l'emblème d'une urgence passant outre les lourdeurs des procédures. Or, avec le recul, n'y a-t-il pas eu à l'inverse une sous-estimation du temps d'apprentissage nécessaire pour que des acteurs intègrent une foule de pratiques indispensables à davantage de durabilité et d'équité? N'est-ce pas dans cette sous-estimation de ce temps d'apprentissage, de modification des actions, que se trouve l'une des sources des répétitions si souvent constatées, année après année, d'injonctions politiques à écologiser telle ou telle pratique?

Certes, il est bien tard, quand on mesure nos évolutions actuelles face à des objectifs en particulier climatiques manifestement hors d'atteinte (on pense ici à l'objectif de +1,5°C dont l'Organisation météorologique mondiale a estimé qu'il sera, ne fût-ce que momentanément, dépassé avant 2025, avec une probabilité importante<sup>4</sup>). Certes, les évolutions vers plus de durabilité et d'équité, que beaucoup appellent de leurs vœux, ne se produisent pas spontanément, mais nécessitent des transformations répétées, en partie conflictuelles en fonction des intérêts et forces en présence.

Dans la nécessaire appréhension de ces sujets et de leur devenir, il est à nos yeux indispensable d'aborder ces difficultés considérables, en prenant un peu de... temps pour les articuler avec la dimension trop souvent peu explicitée du rôle des temporalités. C'est l'une des ambitions de ce dossier.

Bien sûr, pour le comité de rédaction, ce dossier est destiné à engager une réflexion plus large, ouverte à l'ensemble de nos lecteurs, qui, espérons-nous, viendront, en tant que futurs auteurs, compléter cette fresque des manières d'aborder la temporalité dans les temps qui nous attendent.

Bernard Hubert et Edwin Zaccai 

<sup>3</sup> Rosa H., 2010 [1<sup>re</sup> éd. 2005]. *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte.

<sup>4</sup> <https://wmo.int/fr/news/media-centre/bulletin-de-lomm-temperature-moyenne-mondiale-probabilite-de-50-dun-depassement-du-seuil-de-15-degc>.